

**CONFÉDÉRATION:
négociations décevantes**

Les partenaires sociaux ne sont pas parvenus à trouver une solution satisfaisante lors des négociations salariales de cette année pour le personnel de la Confédération. La Communauté de négociation de ce dernier (CNPC) des syndicats APC, ssp, Garanto et APfed-pol, la plus grande représentation du personnel de la Confédération, est profondément déçue que l'Administration fédérale, soit l'employeuse, ne veuille accorder que la hausse de 0,2% inscrite au budget. Cela ne compense pas la hausse des déductions salariales pour le 2e pilier, qui, pour la plupart des employés, sera d'environ 0,4% dès 2015, voire de plus de 2% pour les plus âgés. Tous subiraient ainsi une perte réelle de salaire. C'est d'autant plus choquant que la situation financière est très bonne. Les projections de l'Administration fédérale pour 2014 annoncent une fois de plus un excédent de 500 millions et le budget 2015 table, même sur la base de prévisions économiques pessimistes, sur un excédent de même ampleur. — (Communauté de négociation de ce dernier CNPC)

Les risques aurifères sur l'emploi

La politique du taux de change minimum à 1,20 franc pour un euro se verrait difficile à mener en cas de oui à l'initiative sur l'or.

LIONEL AESCHLIMANN
YANN SCHORDERET*

Le peuple suisse est invité le 30 novembre aux urnes pour se prononcer sur l'initiative «Sauvez l'or de la Suisse» concernant l'or de la BNS. Si le texte est approuvé par le peuple, la Banque nationale suisse se verra interdire de vendre l'or qu'elle détient à son bilan. Plus encore, la BNS devra augmenter ses actifs en or de manière à ce que 20% au moins de ses réserves soient constituées par le métal jaune. Enfin, la BNS devra rapatrier tout l'or qu'elle détient à l'étranger.

Quelles sont en réalité les conséquences de ces propositions? L'acceptation de l'initiative populaire limiterait grandement la marche de manœuvre de la BNS dans la conduite de sa politique monétaire. En particulier, la politique du taux de change minimum à 1.20 franc pour un euro se verrait difficile, voire impossible, à me-

ner. En cas d'attaque contre ce plancher, la défense de la BNS constituant à riposter avec des achats d'euros devrait en effet s'accompagner d'investissements massifs en or du fait de la contrainte imposée. Cette contrainte compromettrait de manière fatale les moyens chois-

ment, les auteurs du texte semblent effrayés par ce qui a été entrepris en dehors de nos frontières par certains grands instituts nationaux ou internationaux qui ont fait usage plus ou moins immodéré de la planche à billets après la crise de 2008. Certes, la tentation à vouloir gonfler la taille

sa création de papier. Mais ce qu'ils taient, c'est que cette initiative risquerait de manière beaucoup plus certaine de mettre à mal toute l'activité économique. Une percée du plancher signifierait tout simplement une régression de l'indice général des prix avec son impact déprimant sur la demande

domaines et les secteurs n'ayant a priori que peu de rapports, comme le prétendent certains, avec le puits de la croissance économique. À l'image du personnel de l'État, lequel, peut-être protégé à court terme, subirait ensuite aussi les conséquences de rentrées fiscales moins élevées en raison du déclin des activités des entreprises privées. Avec le début d'une course à l'endettement et, à la clé, des crises des finances publiques telles que les traversent actuellement plusieurs pays européens.

En d'autres termes: êtes-vous prêt à perdre votre emploi par amour pour le franc?

Mais enfin, direz-vous peut-être, pourquoi le plancher serait-il attaqué? Il n'aura échappé à personne que la Banque centrale européenne tente de relancer la croissance et l'inflation en dévaluant sa monnaie. De même, la Banque centrale du Japon participe, elle aussi, à ce qu'il faut bien appeler une guerre des monnaies. Compte tenu de la dimension des défis économiques conjoncturels et structurels d'aujourd'hui, l'armistice n'est pas pour demain... Si on vous déclare la guerre, allez-vous simplement répliquer que vous ne souhaitez pas y participer?

* Mirabaud Asset Management



SACHANT QU'ENVIRON DEUX TIERS DE CE QUI EST PRODUIT EN SUISSE EST DESTINÉ À L'EXPORTATION, LIER LES MAINS DE LA BNS SERAIT UNE DÉCISION RISQUÉE, DANGEREUSE ET IRRESPONSABLE.



pour faire face à l'attaque, et c'est bien là, d'une certaine manière, ce que veulent les auteurs de l'initiative dans l'intention de forcer la banque à ne point augmenter son bilan. L'initiative constitue ainsi une menace directe sur la croissance économique du pays puisque, comme on le sait, les fluctuations de change ont des répercussions importantes sur le volume des exportations notamment.

Dans cette perspective, quelle peut être la volonté des initiators? Ceux-ci sont-ils mus par des aspirations suicidaires sur le plan économique? Le projet dénote, ce n'est pas une surprise, une grande méfiance vis-à-vis de l'étranger, ainsi qu'en témoigne le plan de rapatriement de l'or. Plus spécifique-

des bilans des instituts d'émission présente un risque de déconnexion entre, d'une part, la valeur de la monnaie et, de l'autre, sa valeur mesurée en termes de pouvoir d'achat. Autrement dit, engraisser les bilans des banques centrales de plusieurs milliers de milliards de dollars, euros ou yens peut s'avérer dangereux si de telles créations monétaires venaient à déstabiliser le système économique et financier dans son entier. Cette inquiétude pourrait se comprendre sur un plan intuitif, mais dans le monde réel, les enjeux ne sont pas aussi simples. On peut certes tenter de faire croire, comme le font les initiators, que ce texte agirait comme un garde-fou contre le potentiel d'inflation en limitant la banque centrale dans

domestique - ce redoutable cercle vicieux de la déflation dont le Japon a eu tant de mal à se défaire pendant plus de vingt ans! Qui va consommer les biens produits si la demande intérieure se contracte et que la demande externe s'effondre du fait de la cherté du franc? Avec l'appréciation du franc, c'est toute la compétitivité du pays qui est mise en danger. Sachant qu'environ deux tiers de ce qui est produit en Suisse est destiné à l'exportation, lier les mains de la BNS serait une décision risquée, dangereuse et irresponsable. Que ce soit dans les secteurs d'exportation ou ailleurs, un frein à l'activité économique ne saurait être réjouissant. Il implique le plus souvent un appauvrissement de la population, y compris dans les

Le malaise est palpable depuis le 9 février

Le caractère excessif de l'initiative d'Ecopop n'échappe à personne.

SANDRINE HANHARDT
REDONDO*

Alors que la votation sur l'initiative «Halte à la surpopulation – Oui à la préservation des ressources naturelles», dite Ecopop, approche à grand pas, l'ombre du 9 février plane sur cette votation. Les Suisses s'interrogent une nouvelle fois sur leur identité et leur modèle de développement face à une démographie en hausse, la crise du logement et des infrastructures sous pression.

L'initiative Ecopop prétend répondre à ces craintes et s'en prend aux migrants étrangers en fixant un seuil de croissance migratoire extrêmement bas et irréaliste à 0,2%. Les milieux économiques sont pourtant unanimes: économiquement, ce serait une sottise. L'initiative ne tient pas compte des réalités économiques et de notre besoin de main d'œuvre étrangère qui a permis à la Suisse de maintenir sa croissance alors que nos voisins européens connaissent des difficultés. Dans certains secteurs, comme la construction, l'hôtellerie ou la viticulture, les travailleurs étrangers sont tout simplement indispensables. Dans d'autres, la pénurie de talents oblige l'engagement de travailleurs étrangers d'ailleurs qualifiés. Sans compter les dommages que porterait l'initiative Ecopop à l'AVS alors que de moins en moins de travailleurs seront à l'avenir actifs pour toujours davantage de rentiers. Mais surtout, l'initiative est un leurre et ne répond en rien aux inquiétudes des citoyens. Elle ne construira pas de route ni désengorgera nos autoroutes, pas plus qu'elle ne permettra de construire des immeubles! En bref, un bel autogoal! Quant au volet du planning familial pour

contrôler l'évolution démographique, c'est une aberration.

Le caractère excessif de l'initiative n'échappe à personne. Il n'empêche, le malaise est palpable. Certains ont l'impression que rien n'a changé depuis le 9 février, et d'aucuns pourraient bien succomber à l'envie de faire éclater une nouvelle fois leur mécontentement au grand jour. La perte de confiance en nos autorités se ressent; cette confiance est pourtant nécessaire au fonctionnement de notre pays et de ses institutions. Comme l'ont très justement récemment dit deux élus – la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga et le Conseiller d'Etat vaudois Philippe Leuba – lors d'un événement consacré à l'après 9 février, voter, c'est aussi avoir une attitude responsable et ne pas introduire n'importe quelle disposition dans notre Constitution, qui est notre texte fondamental. Le peuple n'est pas un sémaphore et la Constitution n'est pas un recueil de signaux.

Le meilleur message qu'il convient d'exprimer le 30 novembre est de voter non à cette initiative dangereuse. Les questions soulevées par les citoyens sont des questions sérieuses qui méritent des réponses appropriées et concrètes et non pas un article mal fagoté et inutile. Et laissons nos autorités œuvrer et trouver une solution pour mettre en œuvre le nouvel article constitutionnel sur l'immigration qui convienne à la Suisse tout en permettant de conserver nos accords bilatéraux avec l'Union européenne.

* Centre patronal

L'INITIATIVE NE
CONSTRUIRA PAS
DE ROUTE. PAS PLUS
QU'ELLE NE PERMETTRA
DE CONSTRUIRE
DES IMMEUBLES.

La création des Etats-Unis d'Europe sur le modèle suisse

Ce modèle a la préférence de Joschka Fischer parce qu'il représente une fédération qui unifie sans homogénéiser les différences culturelles de manière artificielle.

HENRI SCHWAMM*

L'Europe est-elle en échec? Alors qu'il est difficile de répondre de manière définitive, une chose est pourtant d'ores et déjà certaine: le projet d'intégration européenne n'a jamais été autant menacé. L'Union européenne (UE) est devenue un symbole d'expropriation financière au nord et de dénuement au sud. L'UE est désormais considérée comme «la source de tous les maux», tandis que les Etats-nations semblent synonymes de confiance et de sécurité. Deux «démons historiques» sont de retour sur ce continent: l'hégémonie (l'Allemagne est devenue, sans le vouloir, la puissance hégémonique de l'Europe) et la guerre (profitant de la faiblesse affichée de l'Occident, la Russie a violé en Ukraine l'un des principes fondamentaux de l'ordre de l'après-guerre froide, à savoir l'intégrité territoriale). L'UE peut succomber à ses vieux démons et échouer, ou évoluer vers des Etats-Unis d'Europe plus forts et plus solides. Voilà en bref le diagnostic implacable posé par Joschka

Fischer, ancien ministre allemand des Affaires étrangères (1998-2005), dans l'ouvrage qu'il vient de publier à Cologne chez Kippenheuer & Witsch sous le titre *Scheitert Europa?* (L'Europe est-elle en échec?).

La crise financière de 2008, considérée au départ par les responsables politiques européens comme un problème américain, a plongé l'UE dans une crise existentielle profonde et ravivé du même coup la question historique lancinante du rôle de l'Allemagne sur ce continent. L'Allemagne a privilégié une «Allemagne européenne» par rapport à une «Europe allemande» et était persuadée que l'Europe trouverait un équilibre entre les intérêts nationaux grâce à l'intégration. Joschka Fischer note cependant que dans «le contexte de la crise financière, cette logique a été remplacée par la domination des créanciers sur les débiteurs». «L'Europe allemande» qui en est résultée de fait a pratiqué une politique d'austérité stricte qui, loin de résoudre la crise, l'a amenée sur le terrain politique (crises de la dette souveraine et de l'euro, crise de souveraineté politique et de légitimité bien plus profonde). Conséquences: montée de l'euroscépticisme et du populisme de droite xénophobe dans toute l'Europe, gouvernance intergouvernementale, Banque centrale européenne sur le devant de la scène, Commis-

sion européenne marginalisée, réduite au rang de secrétariat des gouvernements nationaux, alors qu'elle est censée défendre l'intérêt général européen, Parlement européen laissé pour compte. Les relations franco-allemandes sont actuellement au plus bas. La France reproche à l'Allemagne de défendre ses propres intérêts au lieu d'élaborer un plan de sauvetage paneuropéen. L'Allemagne en veut à la France de tarder à procéder à ses réformes économiques indispensables. La place de la France dans l'Europe de demain est évidemment centrale. Si elle rejoignait les pays du Sud, d'importantes tensions politiques et économiques avec l'Allemagne en découleraient, voire, comme le redoute Joschka Fischer, «la mort de l'Union avec des conséquences imprévisibles».

L'homme politique allemand considère que le seul moyen de résoudre les crises auxquelles l'Europe est confrontée consiste à «surmonter les particularismes et forger une unité politique européenne». Comme la méthode Monnet a atteint ses limites et ne permettrait de toute façon pas de remédier au déficit démocratique dont souffre de plus en plus l'UE, il recommande la création des

Etats-Unis d'Europe selon le modèle suisse. Ce modèle a sa préférence parce qu'il représente une fédération qui unifie sans homogénéiser les différences culturelles de manière artificielle. Quelques éléments constitutifs de cette fédération: un gouvernement européen, un parlement commun comprenant des membres délégués des parlements nationaux, une politique budgétaire commune, un mécanisme de dette commun permettant notamment de réduire la dette des économies européennes en difficulté, une union de l'énergie unifiant au moins la dimension extérieure de la politique énergétique européenne, une politique étrangère et de sécurité commune, une véritable démocratie européenne prévoyant d'organiser des référendums en cas de transferts de souveraineté importants. Vaste programme!

Ce projet ne pourra se décider qu'au sein du Groupe euro, dans le cadre d'accords intergouvernementaux qui seraient ultérieurement intégrés aux traités existants. Une importante révision de ces traités ne serait pas possible dans le contexte politique actuel.

* Université de Genève

L'ALLEMAGNE EN VEUT À LA FRANCE
DE TARDER À PROCÉDER
À SES RÉFORMES ÉCONOMIQUES INDISPENSABLES.